

La connerie qu'il ne fallait pas faire ...

Dans la foulée de l'adresse du Président au Parlement, du remaniement ministériel et de la réaffirmation que le cap des réformes, nonobstant la crise, serait maintenu, un séminaire a réuni le ban et l'arrière ban des énarques et polytechniciens qui peuplent les bureaux de la haute administration. L'ordre du jour : réaliser, en impromptu, une sorte d'audit des réformes en cours, histoire de déterminer quelles voiles il fallait hisser et quelles autres il fallait réduire pour garder le dit cap des réformes sans trop risquer de chavirer, surtout par gros temps.

Evidemment, l'élite de la Nation avait des points de vue divergents sur les résultats de la RGPP c'est-à-dire la Révision Générale des Politiques Publiques, qui englobe toutes les réformes qui n'ont qu'un seul objectif : réduire au maximum les dépenses de l'Etat, autrement dit le désengager le plus possible, afin de satisfaire aux exigences de la mondialisation ultra-libérale. C'est ainsi que sont en cours les réformes de l'armée, des hôpitaux, des tribunaux, des institutions territoriales, de l'Ecole, etc. Sur l'Ecole justement, il y eut cependant un point qui fit la quasi unanimité. Cette situation consensuelle est suffisamment rare sous les plafonds des palais de la République, pour qu'on lui réserve une place privilégiée et une attention scrupuleuse.

Depuis le temps qu'on réforme l'Ecole, de la maternelle à l'université, il est inévitable que les membres de l'élite républicaine, ou prétendue telle, s'écharpent un tant soit peu sur ce sujet : chacun relève d'une chapelle ou d'une autre qui, depuis 1968, a eu les honneurs de célébrer la grand messe de la réforme du système éducatif, selon son rite propre. Tout cela a donné le résultat cacophonique que l'on sait.

Aussi est-il remarquable que ce soit à propos d'un secteur de l'Ecole que l'unanimité se réalise.

Chacun sait bien que la réforme du lycée a foiré et qu'il a fallu dessaisir de ce dossier Xavier DARCOS, pour lors ministre de l'Education Nationale, afin de le confier à Richard DESCOINGS, directeur de Sciences Po. Toutefois, selon les bonnes habitudes du système éducatif français, confortées par l'influence cogestionnaire de la fameuse FSU et de son principal et puissant syndicat, le SNES, le projet de réforme du lycée avait été d'emblée saucissonnée. Dire **LE LYCEE**, c'est ne parler que des lycées d'enseignement général et technologique. Le LP, c'est-à-dire le lycée professionnel, est tenu à l'écart, est isolé du reste de l'Ecole, est mis sur le banc de touche.

Eh bien, le touche à tout sans génie qu'est DARCOS, avant même de présenter sa réforme DU LYCEE, a fait celle de la voie professionnelle. Certes, il a été puissamment aidé par le principal syndicat du secteur de l'enseignement professionnel, le SNETAA, puisqu'on chuchote ça et là que c'est la direction dde ce même SNETAA qui aurait rédigé le « protocole d'accord »* qui dépèce l'enseignement professionnel public, réduit à rien le BEP et déprofessionnalise le bac pro !

Et c'est sur ce sujet que l'unanimité s'est faite : liquider le BEP, appauvrir le contenu de bac pro, en faisant des économies – 3 années de formation avant le bac pro au lieu de 4 comme naguère – sur le dos d'élèves issus des milieux les plus modestes, en pleine crise économique et sociale qui fragilise davantage les familles les plus démunies, **c'était la connerie qu'il ne fallait pas faire !**

Et pourtant DARCOS et le SNETAA l'ont faite !

Le SNCA e.i.L. Convergence a combattu, depuis le début, la soi-disant « rénovation » de la voie professionnelle entreprise par DARCOS, parce qu'elle est antisociale et antirépublicaine. A maintes reprises, il a eu l'occasion d'exprimer son point de vue sur la **mesure de relégation sociale qu'est à proprement parler le bac pro 3 ans**. Ce n'est pas

pour autant qu'il se réjouit de voir que, sur ce sujet, ses analyses sont partagées par les technocrates du pouvoir. Mais c'est ainsi.

De même que c'est bien la réalité que de constater que DARCOS est passé de l'Education Nationale aux Affaires Sociales. Par les temps qui courent, ce n'est peut-être plus le ministère qui permet à l'occasion d'un autre remaniement d'accéder à un porte-feuille plus ronflant (voir le parcours de BORLOO et celui plus récent d'HORTEFEUX qui sont passés par ce ministère sans y rester trop longtemps). Vu les circonstances et malgré la « connivence » de certaines centrales syndicales, **il est bien possible que DARCOS, dans ses nouvelles fonctions, ait à traiter les conséquences de sa désastreuse gestion de la voie professionnelle.** Pour peu que le terrain tente de déborder les appareils syndicaux, que ceux-ci se raidissent pour ne pas se laisser emporter par leur base, il se pourrait que DARCOS regrette amèrement, un jour plus ou moins prochain, le bon pain de la cogestion qu'il mangeait avec son copain le SNETAA.

** Le SGEN-CFDT, le SNPDEN (club plutôt que syndicat de proviseurs de lycée) et quelques autres ont apposé leur signature au bas de cet accord.*